

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/306

16 mars 2009

(09-1269)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

CINQUIÈME EXAMEN TRIENNAL DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE: ARRANGEMENTS DE RECONNAISSANCE MUTUELLE, ARRANGEMENTS DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA RÉGLEMENTATION ET AUTRES ARRANGEMENTS EN MATIÈRE DE FACILITATION DES ÉCHANGES

Communication de la Nouvelle-Zélande

La communication ci-après, datée du 13 mars 2009, est distribuée à la demande de la délégation de la Nouvelle-Zélande.

I. INTRODUCTION

1. À la réunion de novembre 2008 du Comité des obstacles techniques au commerce (le "Comité OTC"), la Nouvelle-Zélande a présenté un document exposant un éventail de mécanismes visant à faciliter les échanges grâce à la réduction des coûts de transaction pour les entreprises exerçant leurs activités dans le cadre de régimes réglementaires différents et à l'obtention de meilleurs niveaux de coopération dans le domaine de la réglementation afin de favoriser l'efficacité des réglementations (G/TBT/W/295).

2. Le document s'inspire de l'expérience de la Nouvelle-Zélande et traduit l'évolution des approches en matière de traitement des obstacles au commerce découlant des questions d'interface réglementaire posées au niveau international dans le contexte de la mondialisation croissante. Par conséquent, les mécanismes présentés ne devraient pas être considérés comme constituant une liste exhaustive mais comme le point de départ des travaux futurs du Comité.

3. En présentant le document susmentionné, la Nouvelle-Zélande avait pour objectif de stimuler les débats sur cette question importante dans l'optique du cinquième Examen triennal de l'Accord OTC. À cette fin, le document comporte deux propositions pour examen par le Comité.

II. PROPOSITIONS

4. La Nouvelle-Zélande voudrait réitérer ses propositions antérieures et fournir un contexte additionnel à l'appui de celles-ci, qui prévoient:

- a) la poursuite des échanges d'informations concernant les arrangements de reconnaissance mutuelle, les arrangements de coopération dans le domaine de la réglementation et les autres arrangements visant à faciliter les échanges en vue de mieux comprendre les questions qu'il convient d'examiner pour définir le type d'arrangement de facilitation des échanges efficace à choisir; et

- b) l'élaboration de directives pratiques sur la manière de concevoir des arrangements de facilitation des échanges efficaces dans le contexte des approches de la gestion des risques.¹

5. Les propositions sont conçues pour se renforcer mutuellement afin de donner une valeur maximale aux travaux du Comité.

6. La Nouvelle-Zélande rappelle que le deuxième Examen triennal a fourni une liste indicative des mécanismes permettant de faciliter l'acceptation des résultats des procédures d'évaluation de la conformité² dans différentes juridictions. L'objectif de cette liste indicative était d'améliorer la compréhension et la mise en œuvre par les Membres des articles 5 à 9 de l'Accord OTC.

7. Étant donné que la liste a été élaborée il y a près de dix ans, il est temps de réexaminer ces travaux afin de s'assurer qu'ils continuent à refléter les bonnes pratiques et à avoir une pertinence dans un environnement commercial mondial en pleine évolution. La Nouvelle-Zélande estime que le cinquième Examen triennal fournit l'occasion d'actualiser et d'étendre les connaissances collectives dans ce domaine pour mieux prendre en considération les expériences et les approches plus récentes.

8. La première des deux propositions de la Nouvelle-Zélande est que le Comité continue à échanger des informations concernant les arrangements de reconnaissance mutuelle, les arrangements de coopération dans le domaine de la réglementation et les autres arrangements visant à faciliter les échanges. L'objectif de cet échange est d'étendre le cadre de la facilitation au-delà de la liste indicative susmentionnée afin d'inclure un éventail plus large de mécanismes. La coopération dans le domaine de la réglementation est une démarche importante pour parvenir à une meilleure compréhension des différentes approches réglementaires et à une meilleure confiance en celles-ci. Cela peut contribuer aux efforts déployés pour réduire au minimum les incidences que les différences en matière de réglementation peuvent avoir sur les échanges. Par conséquent, la coopération dans le domaine de la réglementation est un élément essentiel de toute stratégie qui vise à faciliter les échanges en définissant de nouveaux moyens de supprimer ou de réduire les obstacles techniques au commerce.

9. La Nouvelle-Zélande estime que, à mesure que le Comité poursuivra l'échange d'informations et de données d'expérience sur différents arrangements visant à faciliter les échanges, les questions essentielles qu'il est nécessaire de prendre en considération lors du choix ou de l'élaboration des arrangements en matière de facilitation des échanges seront posées avec plus de clarté.

10. L'objectif de la seconde proposition de la Nouvelle-Zélande est de s'inspirer de l'expérience des Membres en matière de négociation et de mise en œuvre de différents arrangements et de tirer parti de ces connaissances en élaborant des directives pratiques et faciles à utiliser. Ces directives peuvent aider les Membres à concevoir des arrangements en matière de facilitation des échanges efficaces et à donner effet aux objectifs essentiels de l'Accord OTC.

11. Étant donné qu'il est probable que cela représentera un travail plus important, il est envisagé qu'il soit réalisé au cours des trois prochaines années (avant l'examen triennal suivant). Une fois les directives achevées, il serait nécessaire de les réexaminer régulièrement à mesure que le Comité accumule des connaissances et une expérience collectives supplémentaires et que de nouveaux types d'arrangements reflétant les tendances et les besoins à l'échelle mondiale soient élaborés.

¹ G/TBT/W/295, page 7, paragraphe 27.

² G/TBT/1/Rev.9, page 8 et Annexe A.

III. CONCLUSION

12. La Nouvelle-Zélande se réjouit à la perspective de l'examen par les Membres de ces propositions et de leur réponse, dans le contexte de l'examen par le Comité de propositions de fond présentées en vue du Cinquième examen triennal.
